



« ALORS, TU NE M'EMBRASSES PLUS LÉOPOLD ? »

Mamadou Dia et Léopold S. Senghor

Roland Colin *et al.*

De Boeck Supérieur | *Afrique contemporaine*

2010/1 - n° 233
pages 111 à 132

ISSN 0002-0478

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2010-1-page-111.htm>

Pour citer cet article :

Colin Roland *et al.*, « « Alors, tu ne m'embrasses plus Léopold ? » » Mamadou Dia et Léopold S. Senghor, *Afrique contemporaine*, 2010/1 n° 233, p. 111-132. DOI : 10.3917/afco.233.0111

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

« Alors, tu ne m'embrasses plus Léopold ? »

Mamadou Dia et Léopold S. Senghor

Entretien de Roland Colin avec Thomas Perrot et Étienne Smith

Collaborateur de Dia de 1957 à 1962 et ami de Senghor, devenu ensuite responsable associatif et spécialiste des questions de développement (Iram, Irfed), Roland Colin est un acteur-témoin inclassable de la fin de la période coloniale et du passage à l'Afrique d'aujourd'hui. Grâce à une connaissance intime des hommes et des rapports de force, il livre ici une lecture inédite de la transition historique au Sénégal et rend un hommage appuyé à Mamadou Dia pour sa vision politique et ses options en matière économique. Entretien.

Mots clés : Mamadou Dia – Léopold S. Senghor – Sénégal – Enfom – Politique – France

Thomas Perrot : Pour commencer, Roland Colin, nous souhaitons évoquer avec vous votre parcours plus que singulier et votre initiation aux cultures africaines, à partir de l'époque où vous étiez à l'École nationale de la France d'outre-mer (Enfom). En fait, vos premiers contacts avec l'Afrique.

Roland Colin : Si je remonte à la genèse de mon parcours, cela me ramène à mes racines familiales bretonnes. Je suis né en Bretagne, dans la « Bretagne bretonnante » comme on dit, c'est-à-dire dans un monde rural qui avait encore gardé à l'époque – et qui ne l'a pas tout à fait perdu d'ailleurs – ses références culturelles propres, y compris sa langue. Dans le village où je suis né, où vivait ma grand-mère et où ont vécu mes ascendants, le breton était la langue de tous les jours, avec le français bien sûr : c'était donc un monde bilingue.

J'ai été élevé entre ces deux langues-là. Et, disons, avec une inclusion très forte dans la culture rurale. Les messages venus d'ailleurs, eux, nous parvenaient notamment par les marins. Il y avait beaucoup de jeunes gens qui s'engageaient dans la marine, qui faisaient le tour du monde, qui étaient dans ce qu'on appelle la « Royale ». Il en venait donc des récits, des témoignages, des histoires. Et des gamins et adolescents, dont j'étais, se passionnaient pour tous ces mondes qui paraissaient à la fois lointains mais qui prenaient forme dans le récit des voyageurs. Au moment de terminer mes études secondaires, que j'ai faites dans un collège et un lycée du nord du Finistère dans une petite ville qui s'appelle Lesneven, je rêvais donc beaucoup d'Afrique et d'au-delà des mers. Un ancien élève était passé par l'École nationale de la France d'outre-mer (Enfom) et je suis

entré en relation avec lui. Il était à Dakar à l'époque. Nous avons correspondu et il m'a encouragé dans mon projet de suivre cette voie.

Je suis ensuite monté à Paris parce qu'il était clair que pour réussir le concours de l'Enfom – qui après la Libération était une structure parallèle à l'ENA donc avec un niveau de recrutement tout à fait comparable – il fallait passer par les meilleures classes préparatoires. Il y avait deux grands lycées parisiens qui tenaient le haut du pavé à cet égard : Henri-IV et Louis-le-Grand. Je suis entré en classe de préparation de l'Enfom au lycée Louis-le-Grand. C'était en 1946, dans la France d'après-guerre, dans une atmosphère assez stimulante parce qu'il s'y passait plein de choses : les rêves et les utopies de la Libération semblaient y prendre corps.

T.P. : Et votre rencontre avec Léopold Sédar Senghor ?

Là-bas, j'ai commencé à rencontrer des étudiants africains. J'ai passé avec succès le concours de l'Enfom et j'y ai eu comme professeur Senghor, qui nous enseignait les langues et civilisations africaines. Tout de suite, son enseignement m'a absolument passionné parce que, moi aussi, je venais d'une civilisation orale. Cela a beaucoup intéressé Senghor également. Nous avons, de la sorte, noué une relation personnelle, et il a été – je le dis volontiers – mon premier grand maître d'initiation aux langues et cultures africaines.

Parallèlement à cela, je m'étais inscrit à l'École des langues orientales en langues africaines, pour élargir le champ, car Senghor nous enseignait essentiellement le pulaar¹ (il faisait d'ailleurs à l'époque une thèse sur les formes verbales du pulaar). Je souhaitais en effet m'initier aux langues du groupe mandé, c'est-à-dire essentiellement le bambara, le dioula et le malinké. Je mettais à cela beaucoup de passion.

Étienne Smith : C'est aussi, je crois, pendant cette période parisienne que vous avez rencontré Joseph Ki-Zerbo².

R.C. : Tout à fait, et dans des conditions assez particulières. Durant mes études secondaires, j'avais adhéré à un mouvement d'action catholique, la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC). Et c'est par la JEC, quand je suis arrivé au lycée Louis-le-Grand, que j'ai été mis en relation avec le groupe des étudiants catholiques

¹ Langue peule.

² Joseph Ki-Zerbo est né à Toma (Haute-Volta, actuel Burkina Faso) en 1922. Premier Africain à obtenir l'agrégation d'histoire, il a notamment publié *Histoire de l'Afrique noire* (Hatier, 2001), dirigé *Histoire générale de l'Afrique* (Unesco, 1980) et *La Natte des autres : pour un développement endogène en Afrique* (Karthala, 1993). Homme politique, il quitte son siège à l'Assemblée

nationale quelques mois avant sa mort, le 4 décembre 2006.

³ Marcel Griaule (1898-1956), ethnographe français et auteur de *Dieu d'eau* (Arthème Fayard, 1975, 1^{re} édition 1948).

⁴ Maurice Leenhardt (1878-1954), pasteur et ethnologue français, spécialiste du peuple kanak de Nouvelle-Calédonie.

⁵ Paru initialement en 1957 aux éditions Présence Africaine sous ce titre et préfacé par Léopold Sédar Senghor, l'ouvrage a été réédité en 2006.

africains dont Joseph Ki-Zerbo était le président. Nous avons tout de suite sympathisé. Lui aussi était issu du monde paysan, et c'était un personnage déjà remarquable à l'époque. Il m'a accueilli à bras ouverts, non seulement dans le cercle de notre dialogue et de notre amitié personnels, mais il a aussi souhaité que je participe à l'association des étudiants africains catholiques en France, ce que j'ai fait. Et je crois d'ailleurs que j'étais le seul non-africain dans ce groupe.

Dans ce bain, c'est toute une réflexion politique qui prenait forme. Joseph appartenait à ces jeunes intellectuels africains qui rêvaient de liberté et d'indépendance, et disons que nous commençons à rêver ensemble de la décolonisation. Il insistait sur le fait qu'il était important pour eux, intellectuels, futurs cadres africains, que des jeunes comme moi, partageant les mêmes idées, puissent entrer dans l'appareil d'outre-mer pour le faire bouger de l'intérieur, pour que nous puissions nous tendre la main de part et d'autre, et de la sorte avancer dans le chemin de liberté dont nous rêvions.

C'était tout à fait exaltant. Je me sentais très bien dans cet univers-là et j'ai ainsi vraiment beaucoup investi pendant toute cette période parisienne pour me préparer sur le plan linguistique et culturel. J'étais passionné par l'histoire, par l'anthropologie. J'ai aussi suivi à ce moment-là les cours de Marcel Griaule³ à la Sorbonne. Et à l'Enfom il y avait une initiation à l'anthropologie qui était faite par un personnage de tout premier plan, le pasteur Leenhardt⁴, professeur au Collège de France, l'un des grands fondateurs de l'anthropologie des pays du Sud. Personnellement, j'ai été très marqué par Maurice Leenhardt.

T.P. : Vous avez réalisé à cette époque, me semble-t-il, un travail sur les contes africains qui a été publié par la suite aux éditions *Présence Africaine*. Pouvez-vous nous en dire plus sur cette première production ?

R.C. : C'est exact et la genèse de ce livre est la suivante : lorsque nous terminions notre cursus à l'Enfom, nous devions rendre un mémoire sur le sujet de notre choix, dirigé par un de nos professeurs. J'ai naturellement choisi Senghor qui m'a tout de suite engagé sur une ligne de travail qui m'a paru très passionnante. Il me tenait le discours suivant : les pays qui ont l'écriture en héritage historique expriment dans la littérature écrite les grands moments de l'aventure humaine, individuelle et collective. Ceux qui n'ont pas l'écriture en partage dans leur aventure historique investissent les mêmes problèmes dans l'oralité. Or, à l'extérieur et depuis le temps des voyageurs, on a pris le pli de considérer l'oralité comme du folklore alors que, dans la littérature orale, tous ces peuples mettent autant de force, d'intensité, de portée et de sens que d'autres dans la littérature écrite. Il est donc important maintenant de reconsidérer la littérature orale. D'abord pour faire admettre qu'il s'agit d'une véritable littérature, et ensuite pour lui redonner ses lettres de noblesse.

Senghor m'a donc fortement incité à élaborer mon mémoire sur cet axe de recherche. Soutenu par lui, encadré par lui, j'ai décidé de travailler sur un corpus de contes de l'ouest africain. Le titre de mon mémoire était celui-ci : « Les contes noirs de l'ouest africain, témoins majeurs d'un humanisme⁵. » Il a été très bien

reçu et m'a permis de faire toute une plongée dans ce monde des sociétés vivantes. Et comme ma formation linguistique progressait bien dans le même temps, une synergie s'opérait. Je découvrais des problèmes de société à travers cette démarche et recevais de surcroît le soutien de Joseph Ki-Zerbo et de mes amis étudiants africains qui, lorsque je rassemblais mon corpus, se sont mis en devoir de drainer vers moi des contes originaux recueillis dans leurs propres univers familiaux. J'ai donc travaillé à partir d'un matériau très riche.

É.S. : Après cette initiation parisienne, à la manière d'un anthropologue, vous êtes parti sur le terrain...

R.C. : Je suis parti en Afrique, en effet, après mes deux années d'Enfom et mon diplôme des langues orientales. Il y avait le point de passage obligé du service militaire et j'ai eu la chance de le faire dans un créneau entre quelques guerres coloniales. Si bien que je n'ai pas eu à passer l'épreuve de la guerre d'Indochine ou d'Algérie comme pas mal de gens qui étaient soit avant, soit après moi. J'ai donc débarqué au Soudan français – l'actuel Mali – et très rapidement je ne rêvais que d'une chose : plonger dans la société réelle, profonde. Il s'est trouvé qu'un poste était libre en pays Sénoufo, dans le sud, à Sikasso, capitale de la région qu'on appelle le Kènédougou.

J'y suis resté presque trois ans. Je m'étais marié avant de partir. J'y étais donc avec ma femme qui, elle aussi, était diplômée des langues orientales, dans les mêmes langues que moi. Et cela a été pour nous une aventure hors norme, parce que nous étions formellement en porte-à-faux. Nous étions institutionnellement acteurs de l'administration coloniale, et en même temps nous avions des options de décolonisation tout à fait claires. Nous disposions cependant de marges de positionnement et de manœuvre appréciables, car mes supérieurs étaient de vieux administrateurs qui ne se déplaçaient pas volontiers. Il leur apparut naturel, comme ils le disaient, de me « concéder la brousse ». Eux travaillaient sur le chef-lieu et moi je travaillais dans la brousse.

Quand j'étais hors du chef-lieu – nous y étions vraiment le plus que nous pouvions – nous avons l'impression de passer de l'autre côté du miroir, surtout grâce à notre pratique de la langue – le dioula – qui était la langue véhiculaire. Le fait de pouvoir vivre, fonctionner, entrer dans l'univers des paysans, s'identifier à ce monde, était quelque chose d'assez fabuleux. Cette situation, donc, n'a pas été trop difficile à tenir vis-à-vis du monde paysan. Même si nous étions dans une

6 Une partie de ces photos ont été publiées dans l'ouvrage *Sénoufo du Mali* de Renée Colin-Noguès (Revue

noire, 2006). Il est assorti de textes de Roland Colin et Moussa Sow et d'une

préface de l'historienne Adame Ba Konaré.

position tout à fait insolite par rapport à leurs interlocuteurs habituels, le partage de la langue, justement, leur permettait d'authentifier notre engagement.

Ma femme prenait beaucoup de photos – c'était une photographe de très grand talent – et nous sommes revenus de ce premier séjour avec quelques centaines de clichés pris au sein de cette société Sénoufo qui était extraordinaire⁶. Il était clair qu'elle portait tout le poids de la colonisation car celle-ci avait été dure. Mais en même temps elle avait résisté, socialement et culturellement. Il y avait encore en place des équilibres sociaux et culturels qui nous semblaient assez fascinants. Le monde Sénoufo appartenait à une culture où l'art, notamment des masques et de la statuaire, figurait parmi les plus prestigieux d'Afrique. Chez les Sénoufo du nord, cette dimension était encore mal connue. Nous avons eu cette chance d'entrer en relation avec ces sculpteurs immergés dans le pays profond, dont les créations nous apparaissaient superbes et magnifiques, et qui étaient inconnues des spécialistes de l'art nègre.

T.P. : Dans *Kènèdougou, au crépuscule de l'Afrique coloniale. Chronique des années 1950* (Présence Africaine, 2004), préfacé par Georges Balandier, vous nous avez livré le témoignage de cette période. Quels étaient vos rapports avec l'administration coloniale à la fin de cette première affectation en pays Sénoufo et qu'est-il advenu ensuite ?

R.C. : Nous voulions rester dans ce pays. J'avais commencé à apprendre la langue sénoufo aussi, mais, en effet, à force de mener la vie telle que nous le sentions, il était apparu à l'administration coloniale que nous coiffait que notre démarche était pour le moins insolite, pour ne pas dire subversive. En particulier, nous avions noué des relations avec les jeunes cadres africains aspirant au changement politique, sur un plan de fraternité comme nous avions l'habitude de le faire au Quartier latin. Ainsi donc, lorsque mon séjour a été terminé, l'administration, le gouverneur du territoire n'a pas souhaité que je sois réaffecté à Sikasso, ni même au Soudan. C'est alors à Dakar que je fus nommé, avec cette arrière-pensée, sans doute, qu'en me fondant dans la grande ville, mes comportements insolites seraient quelque peu noyés dans la masse.

Nous découvrons donc Dakar, ma femme et moi, dans une tonalité plutôt dépressive tellement le contraste était violent. Finalement, nous nous sommes rendu compte que c'était une nouvelle chance qui nous était offerte. Nous retrouvions un certain nombre de nos amis du Quartier latin – et non des moindres – qui étaient revenus aussi dans leur pays. Je renouais avec Senghor. Cela permettait une nouvelle lecture du pays, dans un univers qui était à la fois complémentaire et différent de celui que nous avons connu en pays Sénoufo. Parce que, bien sûr, il y avait tout ce monde paysan sénégalais qui était proche, cousin de celui que nous avons connu, mais en plus l'univers urbain était présent, qui était très spécifique, politiquement et sociologiquement : Dakar, Saint-Louis, les fameuses Quatre Communes, etc. Après l'initiation à la profondeur de l'Afrique rurale, ce qui nous était promis, et permis, était l'initiation à l'Afrique des villes.

É.S. : À quoi vos journées étaient-elles occupées à ce moment-là ?

R.C. : J'avais été affecté au cabinet de l'administrateur qui dirigeait la circonscription de Dakar, poste tout à fait hors-série puisque Dakar était la capitale fédérale. Dakar faisait partie du Sénégal mais l'administrateur de la circonscription de Dakar avait quasiment un rang de gouverneur, même s'il était hiérarchiquement placé sous l'autorité du chef du territoire. Là, j'ai rencontré un homme qui était ouvert. Corse, don Jean Colombani était plein d'humanité, d'humour et de passion pour le monde africain qu'il connaissait bien, notamment sénégalais car il avait fait toute sa carrière dans ce pays. Il avait déjà passé la cinquantaine et il connaissait à fond cet univers. Il a été pour moi un initiateur à cette Afrique urbaine, et aussi aux arcanes de la haute administration. Celle-ci, en effet, était dans nos proches parages, alors qu'à Sikasso, nous étions vraiment dans un tout autre monde.

Un an après, Colombani a été nommé gouverneur du Sénégal et il a souhaité que je l'accompagne à Saint-Louis pour être son chef de cabinet. J'ai passé un an et demi dans ces fonctions. Cela m'a permis de connaître la totalité du Sénégal et aussi de très bien connaître le personnel politique sénégalais. Je bénéficiais de la relation d'amitié nouée avec Senghor, je fis la connaissance de Mamadou Dia, ainsi que de tous les conseillers généraux et autres. Et puis nous progressions vers la période de l'autonomie. À ce moment-là, Colombani accompagnait avec beaucoup de conviction le chemin qu'avait pris Senghor, ce qui le mettait d'ailleurs en porte-à-faux avec Lamine Guèye, adversaire politique de ce dernier depuis leur rupture en 1949. Et le ministre de la France d'outre-mer étant SFIO, Colombani n'était pas vraiment en odeur de sainteté. En février 1957, il a été mis fin à ses fonctions.

T.P. : Que s'est-il alors passé pour vous ?

R.C. : J'arrivais alors au terme de mon séjour de deux ans et nous sommes très simplement rentrés en France. Mais Senghor et Mamadou Dia étaient furieux qu'on leur ait joué le mauvais tour de nommer gouverneur, à la place de Colombani, Pierre Lami, qui était gouverneur de Côte d'Ivoire et donc proche d'Houphouët-Boigny. C'était un affront choisi, si je puis dire. J'étais rentré pour un congé de six mois en principe. Trois mois après, se mettait en place la loi-cadre⁷ votée l'année précédente. Les décrets d'application permettaient qu'elle prenne corps à la fin de ce printemps 1957, et Senghor m'écrivit, au mois de mai, pour me dire en gros ceci : « On est en train de constituer les équipes du premier gouvernement et il faut absolument que vous rentriez. Je souhaite personnellement que vous acceptiez de prendre un poste dans cette nouvelle configuration. » J'ai accepté avec beaucoup de plaisir et d'enthousiasme.

⁷ La loi n° 56-619 du 23 juin 1956, dite loi-cadre Defferre, autorise le gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures

propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer. Elle est adoptée sur l'initiative de Gaston Defferre,

ministre de la France d'outre-mer et maire de Marseille, et de Félix Houphouët-Boigny, premier président de la Côte d'Ivoire et maire d'Abidjan.

Mamadou Dia était le chef de file de ce nouveau gouvernement qui se mettait en place et son cabinet était en voie de constitution. La direction en était assurée par mon homonyme, Jean Collin, qui était un neveu par alliance de Senghor. Il n'avait pas vraiment fait sa carrière au Sénégal, sauf au tout début, et revenait du Cameroun. Il était en place à Saint-Louis. Je ne l'avais jamais rencontré jusqu'alors. Dia, que je connaissais très bien, me dit : « La grande affaire qui est devant nous maintenant est que nous arrivions à transférer la capitale de Saint-Louis à Dakar ; avec l'évolution qui est en cours, il y a un risque qui pourrait devenir gravissime si le projet prend corps de faire de Dakar une sorte de place d'extraterritorialité sous couvert de ses fonctions fédérales ; le Sénégal risquerait d'être ainsi amputé de Dakar, il faut donc que nous nous y installions. »

Dia me nomme conseiller à son cabinet avec la mission spécifique de prendre en charge tout ce qui concerne le transfert de la capitale, en relation avec les ministères, sous tous les angles, avec toutes délégations et tous les moyens pour mener les choses à bien. Cette aventure s'est avérée très intéressante. Le gouvernement français était très hostile à ce transfert. Le ministre socialiste SFIO, Gérard Jacquet, était d'ailleurs venu au Sénégal pour soutenir les adversaires du projet, ce qui avait donné lieu à des incidents assez vifs à Saint-Louis. Néanmoins, le transfert a eu lieu comme il convenait, et dans le temps utile.

É.S. : L'histoire s'est ensuite accélérée...

R.C. : On arrive au moment où de Gaulle assume le pouvoir en France et donne un sérieux coup d'accélérateur à l'histoire : il décide d'organiser le référendum de septembre 1958. Cette échéance proposait de choisir soit l'indépendance, soit le statut d'État membre de la Communauté française ainsi créée. Et la question cruciale était de savoir s'il fallait répondre « oui » ou « non ». Un groupe de jeunes intellectuels était partisan du non, conforté en cela par le ralliement à cette thèse du parti au pouvoir, l'Union progressiste sénégalaise (UPS), lors du congrès des fédéralistes à Cotonou en juillet. La position du parti était cependant hypothéquée par les réserves de Senghor qui ne voulait pas déroger à une promesse non avouée qu'il avait faite au gouvernement français – à Pompidou et à Debré en fait – de rester dans la Communauté. Mamadou Dia n'en fut informé que lors d'une tragique entrevue entre Senghor et lui en Normandie, à Gonneville-sur-Mer. Dia s'y était trouvé dans une position extrêmement délicate : ou bien il rompait avec Senghor, et c'était une catastrophe pour le Sénégal ; ou bien il s'alignait sur ses positions et il se mettait en porte-à-faux avec tout un courant de son parti et aussi avec ses propres convictions.

C'est le premier des débats shakespeariens qui ont eu lieu pendant cette période où Dia était aux affaires. Le second grand débat de cet ordre aura lieu en 1962, au moment des événements tragiques consacrant la rupture entre les deux compagnons. Dia, finalement, se livra à une analyse extrêmement profonde, lucide, et, je le crois, courageuse. Il tint ce raisonnement : on ne peut pas renoncer à l'indépendance, mais si nous y allons tout de suite, et sans que les

conditions soient réunies, on risque de tomber dans des dépendances plus graves car le système de l'économie de traite est toujours en place. Il en concluait : « Je peux comprendre que l'on accepte de prolonger notre parcours en relation avec la France, mais à condition que ce soit pour préparer une indépendance réelle. »

Ce sont les termes mêmes du débat et de ses grandes discussions avec Senghor. C'était très étonnant. Dia m'a fait part de leur dialogue, jusque-là tenu secret, bien des années après, au moment de sa sortie de prison. Senghor lui disait dans un premier temps : « Oui, l'indépendance, bien sûr, personne ne peut y renoncer, mais prenons le temps. » Et Mamadou Dia de répondre : « Combien de temps ? » Et Senghor : « Vingt ans ! » Et Dia : « Mais ce n'est pas possible ! » Il m'a rapporté ceci par la suite : « Nous avons eu une discussion extrêmement serrée, et il a d'abord dit vingt ans, puis après, finalement, on est arrivé à quatre ans. » À l'issue de ce compromis historique, il a fallu rebondir, ce qui n'a pas été facile du tout par rapport aux cadres du parti. La majorité leur fut acquise sur un « oui » conditionnel, mais il y eut quand même d'inquiétantes séquelles.

Une partie des jeunes intellectuels notamment ne l'avait pas compris de cette manière, quittant le parti et fondant le PRA-Sénégal. Jean Collin, mon homonyme et directeur de cabinet de Mamadou Dia, s'aligna sur la même position que cette fraction du parti et décida, quinze jours avant le référendum, de quitter ses fonctions. Il démissionna sans autre forme de procès. Dia s'est alors retourné vers moi et m'a dit : « Bon voilà, tu es le seul à pouvoir assurer le relais. » Je l'ai fait, ça a été une nouvelle aventure.

É.S. : C'est véritablement à partir de ce moment que vous participez à la mise en place des projets de Dia. Quels étaient-ils exactement ?

R.C. : À partir de ce moment-là, les enjeux se sont avérés extrêmement importants car, aussitôt après le référendum, il y a eu, le 10 octobre 1958, un comité national de l'UPS à Rufisque où j'étais et qui fut historique. Dia, qui était un homme de grande cohérence, de forte volonté politique et de grande conviction, y exposa en effet les objectifs pour aller vers l'indépendance en détaillant toutes les conditions économiques, sociales et politiques qui permettraient concrètement de l'atteindre. Ceci signifiait le lancement d'un plan de développement qui mettrait à bas l'économie de traite et qui mettrait en place – on parlait beaucoup de socialisme – un vrai socialisme africain. Dia voulait un socialisme africain du réel, c'est-à-dire qui puisse s'enraciner dans les communautés de base, qui soit fondé sur une véritable autogestion paysanne mettant en première ligne l'économie sociale et notamment ce qu'il appelait les « coopératives de développement ».

Dia mesurait très bien que, pour qu'il y ait démocratie participative et développement participatif, il fallait qu'une condition fondamentale soit

8 Paulo Freire (1921-1989) est un homme d'étude et de culture brésilien. Homme d'action, il s'investit dans le vaste mouvement d'éducation

populaire qui traverse son pays et fonde le Mouvement de culture populaire (MCP), l'un des plus actifs et des plus innovants. Il publie

Pédagogie des opprimés. Suivi de conscientisation et révolution (Maspéro, 1983).

remplie : que les acteurs du développement et de la démocratie puissent acquérir les informations et compétences nécessaires pour en être des acteurs responsables à part entière. D'où la priorité absolue à la mise sur pied de ce qu'on a appelé l'« animation rurale », qui était en fait un système généralisé d'éducation des adultes aux problèmes du développement et de la démocratie. Ce système était conçu comme complètement enraciné dans la société réelle, dans la culture, et permettait d'imaginer que la société nouvelle allait pouvoir se construire dans le partenariat entre le système d'État et les gens du peuple, organisés, responsables, compétents, « conscientisés » pour employer le mot de Paulo Freire⁸. Et Dia a eu cette formule à laquelle j'adhérais beaucoup, que je trouvais très profonde et très juste : il disait que, finalement, le socialisme du développement et de la démocratie ne pouvait être qu'un contrat entre l'État et la nation.

Avec un développement contractuel et partenarial entre l'État et la nation, on trouve justement l'équilibre entre la société civile, la société du réel et les appareils d'État. Je trouve personnellement que c'est une vision qui va très loin en avant dans l'histoire. Et je dis souvent d'ailleurs à mes interlocuteurs que nous avons encore, nous Français d'aujourd'hui, Européens d'aujourd'hui, de la graine à y prendre. Surtout à l'heure où nous parlons beaucoup de « démocratie participative ». Faute de définir et de mettre en œuvre les moyens cohérents d'une telle option, elle risque de rester virtuelle. Alors que Dia avait vu qu'une des conditions fondamentales de ce projet reposait sur des organisations pertinentes à la base, avec une dynamique remontante, et surtout un système permettant aux hommes et aux femmes d'acquérir les capacités à la hauteur de l'enjeu.

Ce système a quand même fonctionné pendant presque cinq ans ! Nous avons pu démontrer sur le terrain que c'était valable et viable, avec des acquis méthodologiques d'ailleurs qui ont ensuite été largement utilisés dans d'autres pays : le Niger, Madagascar, la Guinée-Bissau, etc. Bon ça, c'est la suite de mes aventures !

T.P. : Vous le dites vous-mêmes, Roland Colin, votre dernier livre *Sénégal notre pirogue* (Présence Africaine, 2007) est un témoignage pour qu'enfin soit pleinement reconnue la place de Mamadou Dia dans l'histoire du Sénégal, de l'Afrique et du développement. Comment expliquer que ce ne fut pas le cas jusqu'à maintenant ? Et finalement, quelle tonalité a pris sa disparition au Sénégal le 25 janvier 2009 ?

R.C. : Écoutez, je suis très intimement concerné par les remous et les échos de tout cela. En fait, je suis dans une situation assez particulière. J'ai eu avec Senghor, tout au long de sa vie, une relation personnelle, profonde et amicale, ce qui ne m'a en aucun cas empêché de ne pas adhérer à toute une part de sa pratique, notamment politique, que je considérais comme à contre-courant des exigences de l'histoire. Et j'ai développé une amitié avec Mamadou Dia qui était aussi vraiment très forte. J'étais à la fois en tension et en lien entre les deux en quelque sorte. Cela m'a donné, peut-être, la possibilité de comprendre de

l'intérieur la relation entre ces deux hommes et leur rapport à l'histoire, ce que j'ai tenté d'expliquer à la fin de mon livre.

Ce qui me frappe, moi, c'est le contraste entre ces deux personnages historiques. Un contraste qui pendant tout un temps a vraiment joué en complémentarité. Et ça, je l'ai dit à Senghor quand je négociais la libération de Dia, dans les années 1970. Je lui disais à l'époque : votre rencontre a été une rencontre miraculeuse parce que vous aviez vraiment entre les mains, l'un comme l'autre, des armes pour construire l'Histoire, dont je ne connais pas d'équivalent chez d'autres équipes au pouvoir.

Dia, fils du peuple, instituteur dans la brousse profonde, artisan de la mise en place des premières coopératives paysannes, musulman – mais musulman ouvert – très spirituel, possédant vraiment à fond la quintessence de cette culture historique des paysans sénégalais. Et puis, à côté de cela, Senghor, dont la famille était une famille beaucoup plus aisée, une famille commerçante, tournée vers l'extérieur, mais aussi avec une branche intérieure. Justement, toute l'histoire de Senghor tient à ce balancement-là.

É.S. : Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur Senghor pour comprendre son itinéraire historique et sa relation à Mamadou Dia ?

R.C. : Son père était un commerçant, traitant sur la côte, qui disposait de moyens aisés. Et l'une des femmes du père de Senghor était établie au cœur du pays Serer. Senghor est né à Joal, puis a été élevé dans ce pays profond où vivait sa mère, jusqu'à l'âge de sept ans. Pour lui, ce fut son « royaume d'enfance ». Il était au cœur de la culture de ses racines. Et brutalement, on l'arrache de tout cela, avant même qu'il n'ait pu suivre le cycle d'initiation des Serer qui est resté, pour lui, comme une sorte de nostalgie permanente. Senghor parle beaucoup de l'initiation, mais lui n'a jamais été initié. Dans la suite, il est tombé sous la coupe et le pouvoir des pères missionnaires à Joal puis Ngazobil qui se sont dans un premier temps vraiment employés à détacher les jeunes garçons qu'ils avaient en charge de ce qu'ils considéraient comme le paganisme, avec l'arrière-plan de barbarie qui était attaché à ce mot. Toujours paradoxalement, Senghor avait été élevé d'abord en serer mais on lui apprend le wolof et le français. À l'école, il vit à l'épicentre de cette contradiction.

Je pense que depuis l'âge de sept ans jusqu'à la fin de sa vie, Senghor a été un homme aux prises avec ses contradictions, avec des sensibilités intimes qui le portaient vers des projets qu'il n'avait pas les moyens d'installer dans sa vie personnelle, à la hauteur de ses aspirations. De ce fait, Senghor a été un homme profondément malheureux, et qui a très souvent été travaillé par la peur. Il a eu le courage des ruptures et en même temps la terreur de les accomplir jusqu'au bout. Il est constamment resté en porte-à-faux dans ce système tout en cultivant – et cela peut-être chez les bons pères l'avait-il appris – une apparente maîtrise de soi qui lui donnait l'image d'un homme ayant réussi sa synthèse harmonieuse à travers ce métissage qui apparaissait pour lui comme

la voie de l'avenir. Pas seulement dans son propre univers mais dans celui de l'humanité.

Senghor, toute sa vie, s'est exercé au métissage et n'a pas vraiment réussi à lui donner corps comme il aspirait à le faire. Ballotté entre la culture de ses racines paysannes incomplètes et sa culture française qu'il acquerrait dans un premier temps un peu à contrecœur (en prenant le terme « cœur » au sens affectif), et en même temps fasciné par ce que cela pouvait représenter comme élévation dans son esprit, avec, bien sûr, la raison grecque en arrière-plan. On a beaucoup glosé sur ces phrases, qui étaient des phrases imprudentes mais qui traduisaient l'alliage difficile entre rationalité et sensibilité. Bon... Toute sa vie il a fonctionné comme cela. La difficulté de le vivre personnellement n'altère en rien la portée extraordinaire du message général qu'il délivre.

T.P. : Qu'en est-il de Mamadou Dia ?

R.C. : Mamadou Dia est un homme qui a toujours été dans la cohérence, qui n'a jamais été démuni pour arbitrer des forces contradictoires et difficilement maîtrisables. Pour lui, dès l'enfance, la route était très claire, et, quand il a rencontré Senghor et la voie qu'il indiquait, notamment sur le métissage, l'authenticité et la négritude, il s'est senti en accord profond. Mais sa négritude, il n'avait pas à la construire. Elle était installée en lui, il la reconnaissait simplement, et il savait gré à Senghor de lui avoir donné les moyens d'en exiger la reconnaissance.

D'ailleurs, il y a une chose très intéressante, et j'ai eu l'occasion d'en parler souvent avec Dia. Quand il était jeune instituteur à Saint-Louis, avant même qu'il ne connaisse Senghor, il avait institué avec quelques camarades un cercle de réflexion qui se réclamait de ce qu'ils appelaient l'« authenticité ». Il y avait en particulier Abdoulaye Sadju qui est devenu aussi un écrivain tout à fait talentueux et qu'il faudrait d'ailleurs peut-être lire plus qu'on ne le fait aujourd'hui. Puis deux ou trois disparus, notamment son ami intime qui s'appelait Fara Sow qui avait pris des positions très émancipatrices. C'est l'époque où, jeune instituteur, Mamadou Dia (avec Sadju d'ailleurs) se rebelle contre l'obligation qui était faite aux jeunes fonctionnaires sortant de l'École normale de s'habiller à l'euro péenne : ils vont en grande cérémonie jeter leur casque colonial depuis le pont Faidherbe dans le fleuve, ce qui leur vaut immédiatement signalement et sanction. Dia passe aussi son baccalauréat en contrebande, malgré les interdictions qui lui sont faites, et cela lui vaut immédiatement sanction, etc. Alors que pour Senghor la voie était toute tracée. Senghor était dans le sillon des missions chrétiennes et vivait avec cet arrière-plan d'une famille qui appartenait à une classe plus élevée que celle de Dia. Pendant cette période de jeunesse, malgré quelques rébellions, il dit aspirer vivement à devenir prêtre.

Dia se retrouve donc affecté disciplinairement dans cette petite école du pays Serer, dans un village qui s'appelle Fissel. Les conditions de vie y étaient très dures et, en même temps, il était complètement immergé dans le peuple.

C'est tout à fait intéressant de voir qu'effectivement le Peul qu'était Mamadou Dia se trouve en situation de parenté à plaisanterie avec le Serer qu'était Senghor. Mais disons que Senghor n'avait pas les moyens, ni la pratique, pour intégrer cette dimension de parenté à plaisanterie dans son vécu. C'était pour lui une chose abstraite. Je me souviens très bien quand il nous en parlait lors du cours de civilisations africaines à l'Enfom. Senghor donc, dans son vécu, n'avait pas intuitivement tous les réflexes qu'on peut avoir quand on est un ressortissant de cette culture-là.

É.S. : Pourquoi alors Dia s'est-il trouvé un peu occulté par rapport à Senghor ?

R.C. : Dans un premier temps, Mamadou Dia s'est positionné comme disciple de Senghor, et il se sentait pleinement à sa place comme le lieutenant par excellence. Il n'était pas le numéro trois, mais le numéro deux. D'ailleurs, tout le temps où il a été aux affaires, chaque fois qu'il était question de désigner un leader de premier rang, Dia, inconditionnellement, réclamait que Senghor s'y mette. Dia a accepté avec réticence de prendre la tête de la première équipe gouvernementale sénégalaise parce qu'il pensait que c'était Senghor qui devait le faire. Tout au long de son parcours, il en a été ainsi. Quand le Sénégal a été reconnu comme un État à part entière dans la Communauté, à nouveau Mamadou Dia est revenu à la charge en disant à Senghor qu'il devait être le président de ce premier État. Et Senghor n'a pas voulu, parce qu'il vivait encore à l'époque sous la tension de ses contradictions internes et ne se sentait pas en mesure d'arbitrer entre sa vocation poétique et sa vocation politique. Effectivement, le champ poétique était le seul pratiquement où il arrivait plus librement à concilier les contraires. Là, il était en pleine maîtrise des composantes de sa personnalité. Et puis, à son corps défendant, il est entré de plus en plus dans la politique et il s'est enfoncé dans ses contradictions.

Mais quand Dia était au pouvoir au Sénégal, en première ligne, aux responsabilités, j'aime autant vous dire que dans la vie politique sénégalaise l'image et la position de Dia étaient extrêmement fortes. Tout à fait aussi fortes que celles de Senghor ! Dia avait une grande présence vis-à-vis des paysans. Il était doué d'une éloquence très remarquable et remarquée lorsqu'il s'adressait aux foules, notamment en wolof. C'était un excellent orateur. Alors que Senghor ne se risquait que rarement à employer les langues africaines, dont il avait une connaissance, disons, plus théorique.

Lorsqu'il y a eu les événements de 1962 – c'est le second épisode shakespearien –, à ce moment-là, Dia avait affronté le Léviathan de l'économie de traite, si vous voulez, et tous les intérêts économiques et politiques qu'il y avait

9 En septembre 1963, la revue publie sous le titre « Dia, Senghor et le socialisme africain » un texte préfacé par Jean-Marie Domenach et

rédigé par Paul Thibaud, très critique contre Senghor. En janvier 1964, *Esprit* publie une lettre ouverte de protestation du camp senghorien,

assortie des réponses de Domenach et Thibaud.

derrière. Il était en toute première ligne et il y eut un déchaînement contre lui. Il y avait trois composantes dans le complot contre Dia : 1) les intérêts économiques, la chambre de commerce de Dakar, qui avait en arrière plan Unilever et les « huiliers », avec son président Charles Gallenca qui a mis de l'argent en jeu dans l'affaire, 2) les marabouts, seigneurs de l'arachide, et les traitants (les talibé-traitants étaient les complices des premiers), 3) et puis le personnel des politiciens, style III^e République, qui étaient clients des deux autres. Se nouait ainsi une triple coalition qui mesurait très bien que, pour ses membres, si le projet de Mamadou Dia passait, c'était la fin d'un monde. La fin de leur monde en tout cas !

Senghor encore une fois a basculé, navigué à travers ces contradictions, et finalement la part la plus sombre de son personnage a pris le dessus. Il n'a pas soutenu Dia alors qu'il aurait pu le faire. S'il l'avait soutenu, à tous les deux, ils passaient le cap. Et probablement que les répercussions auraient été bien au-delà du Sénégal. Mamadou Dia s'est retrouvé en prison, sans avoir du tout préparé ce qu'on a qualifié de « coup d'État ». Parce que s'il avait fait un coup d'État, il aurait constitué les moyens de le gagner. Il n'a pas du tout voulu qu'il y ait de sang versé. Ses adversaires avaient ourdi un piège imparable en déposant une motion de censure à l'Assemblée pour le destituer, sans avoir réuni, comme le demandait Dia, le comité national du parti qui les avait investis les uns et les autres. Revenir à l'arbitrage politique supérieur était, pour le chef du gouvernement, un point d'éthique fondamental. Les députés hostiles décidèrent de voter sans attendre, ce à quoi Dia mit obstacle. On lui reprocha alors d'avoir transgressé la lettre du droit constitutionnel, et Senghor, sans dialogue avec Dia, donna raison aux parlementaires refusant de s'en remettre à la décision du parti, et le fit arrêter par un commando militaire. Voilà ce que l'on désigne comme le « coup d'État » de Mamadou Dia (1962), déféré ensuite devant une cour de justice d'exception composée de députés auteurs de la motion de censure, et le condamnant à la prison à vie (1963). Il y a eu ensuite cette désinformation qui a parfaitement fonctionné. Senghor avait vraiment mauvaise conscience et a joué à fond dans cette entreprise confortée par les médias extérieurs.

J'ai encore un numéro de *Paris Match* de la « semaine du destin » où l'on voit très bien le « félon » emprisonné par la légalité triomphante. La mise en scène est parfaite ! Il y a eu bien sûr quelques voix discordantes, notamment deux bons dossiers de la revue *Esprit*⁹, dirigée alors par Jean-Marie Domenach, qui était une grande conscience. Lui a essayé de rétablir la vérité. Et puis Dia s'est retrouvé empaqueté à Kédougou, étouffé dans une prison au régime rigoureux. Senghor, probablement pour exorciser sa mauvaise conscience, a fermé les yeux et n'a pas voulu voir le réel, s'agissant de la condition cruelle qui était faite à Dia et aux ministres fidèles, ses compagnons de captivité. François Perroux, le grand économiste, qui était un ami de Dia, a écrit à Senghor à ce moment-là en lui disant en gros que les conditions de détention étaient vraiment très dures. Et Senghor de lui répondre : « Mais non ! Ils sont dans des petits pavillons climatisés. » Jusqu'où le croyait-il lui-même réellement ?

T.P. : Je suppose qu'il y eut des personnages disons sulfureux qui ont forcé l'histoire dans cette mise en scène de coup d'État et dans ce bras de fer tragique...

R.C. : Il y a eu des personnages un peu troubles en effet, y compris ce fameux homonyme Jean Collin qui a joué un rôle extraordinairement contestable et nocif, notamment comme ministre de l'Intérieur, dans la période où Dia a été mis brutalement à l'écart. Il faudrait faire des thèses sur Jean Collin, parce qu'il a été l'un des protagonistes de cette histoire et de ce qui s'ensuivit. Il a joué par rapport à Senghor, puis par rapport à Abdou Diouf par la suite, un rôle vraiment néfaste.

Comment se fait-il que Mamadou Dia ait été un peu écrasé par l'histoire ? Il faut dire aussi que c'est parce que le personnage de Senghor arrangeait beaucoup les démocraties occidentales. Un président francophone, humaniste, réputé démocrate dans un pays comme le Sénégal qui était vraiment emblématique par rapport aux autres pays colonisés par la France... Vraiment, que peut-on rêver de mieux ? Par opposition, Mamadou Dia apparaissait comme un homme d'ailleurs, qu'on ne connaissait pas beaucoup en Europe. Et puis qui s'était surtout rendu coupable d'un méchant coup d'État ! Voilà. L'image historique de Dia a été écrasée par l'occupation de la scène par Senghor. Et ça a duré ! Les choses ont commencé à évoluer à partir du moment où Dia a été libéré (libération en 1974 et amnistie le 4 avril 1976 par décret présidentiel).

É.S. : Pouvez-vous nous donner plus de détails sur cette libération et sur la manière dont Mamadou Dia a vécu sa détention ?

R.C. : Ce fut une terrible épreuve, vraiment. Et quand il est sorti de prison, j'ai trouvé nos premiers échanges absolument passionnants. Il avait acquis une conscience extraordinaire durant ces douze années qui ont été très cruelles. On se demandait, à plusieurs reprises, si le dessein du pouvoir n'était pas de le faire mourir dans sa geôle. En même temps, en arriver à cette extrémité, c'était risquer que sa figure resurgisse sous l'auréole du martyr. Il fallait donc à la fois l'atténuer sans aller jusqu'au bout, et je pense que Jean Collin a très bien maîtrisé tout cela, lui qui était ministre de l'Intérieur et qui avait la haute main sur l'organisation des prisons.

Au bout d'une longue marche, Senghor, avec qui j'avais gardé un dialogue personnel au long cours, et qui savait ma fidélité à Dia, me demanda d'être l'intermédiaire pour rechercher un dénouement de ce drame. Ce fut rude, complexe et passionnant, et l'on en vint finalement au bout, après douze ans d'épreuves. J'en témoigne par le détail dans *Sénégal notre pirogue*.

Sur le plan spirituel, comme musulman soufi et non pas intégriste, Dia avait tout à fait réussi à procéder à une démarche intérieure de pardon et d'apaisement vis-à-vis de Senghor. Il a d'ailleurs cherché la réconciliation : deux jours

10 La Guinée-Bissau et le Cap-Vert ont obtenu leur indépendance du

Portugal en 1974 après une guerre d'indépendance entamée en 1961 et

ont formé un seul pays jusqu'en 1980. Dia a été libéré en 1974.

après sa sortie de prison, il a demandé à rencontrer Senghor qui était très pris au dépourvu par cette démarche. Senghor l'a reçu au palais, c'était le soir. Dia s'est avancé vers Senghor qui était là, planté. Dia lui a dit : « Alors, tu ne m'embrasses plus Léopold ? » C'est vraiment une phrase historique, c'est vraiment quelque peu comme Stanley et Livingstone, « I suppose ». Et Senghor, à nouveau, s'est mis à avoir peur de Dia.

Dia ne voulait pas faire de politique au Sénégal, au sens courant du terme. Il disait que les conditions de la politique en Afrique étaient telles que l'on ne pouvait pas avoir gain de cause – si l'on voulait vraiment parler de démocratie et de développement – sans repartir de la société civile. Son idée, mûrie au cours des années de prison, était de lancer une grande Internationale. Il me disait : « Il y a eu la première, la deuxième, la troisième, la quatrième Internationale, mais la nouvelle qu'il faut fonder, c'est l'Internationale des forces pour le développement. Il faut vraiment mobiliser les organismes de la société civile pour mettre en commun l'expérience que le peuple a de son propre développement, et qu'à partir de là on arrive à peser sur les pouvoirs, sans attendre toujours que les pouvoirs en place soient les acteurs incontournables ou les promoteurs de tête d'un développement dont ils ne maîtrisent ni les objectifs profonds ni les moyens, ni les méthodes. »

T.P. : Qu'est devenu ce projet ?

R.C. : Dia voulait faire des états généraux fondateurs et décide de circuler dans les différents pays africains pour chercher des interlocuteurs. Il a commencé ses premières tournées, et ça a été plus qu'encourageant. Il a été au Maghreb, dans les pays nouvellement libérés. Ces voyages coïncidaient à peu près avec la fin des guerres portugaises¹⁰. Il a été à Bissau et a été reçu par le gouvernement du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) comme un grand homme africain, vraiment. Voyant cela, la diplomatie senghorienne et Senghor lui-même qui en était le maître en ont pris ombrage. Dia a fait deux séries de voyages. Nous en avons les comptes rendus dans nos archives de l'Internationale africaine. Après ces deux tournées, immédiatement donc, les obstacles ont commencé à surgir. On lui refusait des visas ou l'on donnait des instructions pour que les ambassadeurs des pays où se rendait Dia préviennent les autorités locales que ce serait inamical vis-à-vis du Sénégal de l'accueillir, etc.

Dia en est ressorti entravé dans sa liberté de mouvement, contrecarré, et tout cela en sourdine, sans que rien ne soit explicite. Il en a conclu que le premier verrou à son projet venait des limites de la démocratie sénégalaise et qu'il fallait par conséquent qu'il récupère la liberté élémentaire pour le réaliser. Il a donc décidé de se mettre avec l'opposition sénégalaise pour exiger plus de démocratie. De fait, l'Internationale africaine des forces pour le développement dont Dia avait d'ailleurs légué la première ligne à Joseph Ki-Zerbo (le siège aussi avait été transféré de Dakar à Ouagadougou) était largement compromise à cause de toutes ces entraves... En Haute-Volta, Joseph Ki-Zerbo a ressenti les mêmes freins et il a également été mis hors jeu. L'Internationale africaine a cessé de fonctionner

de la sorte. Aujourd'hui, à l'heure des forums sociaux, on mesure mieux sa vision anticipatrice.

Ce que je trouve aussi intéressant, personnellement, c'est qu'en 2010 où nous sommes, quand on évoque tout cela avec Alpha Oumar Konaré, celui-ci explique que s'il a quitté l'Union africaine, c'est parce qu'il n'a pas trouvé de répondant chez les chefs d'État africains leur permettant de dépasser toutes ces pesanteurs, identifiées et dénoncées par Mamadou Dia. Lui pensait qu'il fallait rebondir en revenant vers les sociétés civiles, et c'est vers quoi on se retourne : un mouvement interafricain peut reprendre quelque peu le flambeau, et ne serait pas étranger à la logique de Mamadou Dia.

É.S. : Avez-vous eu l'occasion, Roland Colin, de parler de Thomas Sankara avec Mamadou Dia ? Vous a-t-il confié ce qu'il pensait de lui ?

R.C. : J'en ai parlé avec lui, bien sûr. Mamadou Dia avait vraiment beaucoup d'estime et de considération pour Sankara tout en pensant – et sur ce point il n'avait probablement pas tort – qu'il y avait de graves menaces sur son expérience à cause du fait que son accession au pouvoir procédait d'un coup d'État militaire. Il n'employait pas l'expression « tache originelle » mais il pensait qu'il y avait un handicap de base.

Personnellement, j'ai eu un entretien très approfondi avec Sankara, en 1985, trois ou quatre mois avant sa mort (Le 15 octobre 1985). J'étais au Burkina à ce moment-là, je travaillais en relation avec le gouvernement du pays, et Sankara avait souhaité me voir. Je m'occupais à l'époque de questions de développement social à Ouagadougou, et il m'a accordé un après-midi entier. Je me suis rendu compte très vite qu'il savait très bien d'où je venais, qui j'étais, alors que c'était la première fois que je le rencontrais. Il m'a interrogé longuement sur toute l'histoire sénégalaise, sur Mamadou Dia, etc. Il était complètement passionné. Sankara me disait – et ça m'a vraiment beaucoup touché – qu'il avait besoin d'apprendre, qu'il avait pris ses responsabilités en patriote, et qu'il se rendait compte qu'il était jeune, qu'il avait besoin de s'instruire sur le développement, sur la lutte pour la démocratie, etc. Il disait qu'il voulait désormais se mettre à l'école de toutes les sources qui

11 À l'origine une institution sociale, le fokon'olona représente traditionnellement la communauté villageoise liée par la parenté et/ou l'appartenance à un même territoire, le *foko*, et le droit au tombeau. Le fokon'tany représente la réalité territoriale du fokon'olona. Réactualisé sous le gouvernement royal, le fokon'olona est investi de responsabilités politiques sur le plan local.

12 Les fokon'olona sont actuellement des instances de gestion des intérêts communautaires fonctionnant dans la quasi-totalité de l'espace rural

malgache, selon les procédures de la culture familiale très sensible à la solidarité. La colonisation les avait dénaturées, mais l'animation rurale avait entrepris de les faire revivre, comme cellules de base de la politique de développement.

13 L'Institut de recherche et d'applications des méthodes de développement (Iram) travaille dans le domaine de la coopération internationale depuis 1957.

14 Roland Colin, *Mutations sociales et méthodes de développement. Essai sur la dynamique de changement et l'animation en pays Sara du Tchad*,

thèse de 3^e cycle, université Paris-V, 1977.

15 Roland Colin, *Systèmes d'éducation et mutations sociales. Continuité et discontinuités dans les dynamiques socioéducatives. Le cas du Sénégal*, thèse de doctorat d'État, université Paris-V, 1977.

16 L'Institut de recherche et de formation pour l'éducation et le développement (Irfed) a été fondé par le père Lebret, et a appuyé en première ligne l'expérience de Mamadou Dia au Sénégal de 1958 à 1962.

lui permettraient de le faire. Il me disait : « Ce que vous me racontez sur Mamadou Dia, c'est très important pour moi. Et d'ailleurs, quand vous reviendrez, on ménagera les entretiens qu'il faut parce que j'ai encore beaucoup de choses à vous dire. » En fait, c'était le dernier entretien, parce qu'il est mort juste après.

T.P. : Cette vision de Mamadou Dia, était-ce réellement sans équivalent en Afrique ?

R.C. : Il y a eu des retentissements, disons. Ça, c'est encore toute une histoire à écrire. Après mon livre *Sénégal notre pirogue*, je pense continuer mon travail en rédigeant la suite. J'ai maintenant envie d'écrire l'histoire du développement participatif au-delà de ces expériences fondatrices. Parce que j'y ai été mêlé, au Niger, à Madagascar du temps de Tsiranana, en Guinée-Bissau, au Tchad, etc. J'ai aussi vécu toute une séquence au Rwanda : là, j'ai des choses à dire qui ne sont pas tout à fait prises en compte dans l'interprétation courante des phénomènes actuels.

Au Niger, par exemple, il s'est passé des choses très intéressantes. Le Niger, en 1964, a pris l'état des méthodes de développement de Dia au stade où elles étaient, et pendant dix ans le pays a fonctionné sur cet acquis et a essayé de le développer. Et puis, au bout de dix ans, coup d'État militaire, blocage. À Madagascar, il y a aussi eu pendant quatre ou cinq ans des expériences d'esprit comparable : un retour au système de gestion communautaire qu'on appelait les *fokon'olona*¹¹, et il était question que l'animation rurale malgache puisse se servir des *fokon'olona* comme tremplins pour aller vers une modernité participative¹². Moi, j'ai vécu cela de A à Z. J'avais une équipe à Madagascar avec l'Iram¹³, et une autre au Niger. Après cela, il y a eu aussi un épisode très intéressant au Tchad, entre 1968 et 1972, pendant trois ou quatre ans.

Pas mal d'amis de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) m'ont d'ailleurs dit à un moment donné qu'il fallait que je commence à valoriser mon travail dans la sphère universitaire. À l'époque, j'ai donc fait une thèse de troisième cycle sur l'expérience de l'animation tchadienne¹⁴. Par la suite, j'ai aussi fait ma thèse d'État sur le Sénégal bien sûr¹⁵, mais ceci est encore une autre affaire. Il y a donc une postérité de la stratégie de développement participatif inaugurée par Mamadou Dia à l'heure des indépendances. Et je suis frappé de voir que, maintenant, il y a des gens qui découvrent ou redécouvrent cela et qui disent qu'il y a du grain à moudre. Les conditions du Sénégal étaient ce qu'elles étaient à l'époque, mais il y a quand même des logiques à reprendre, voire même des outils de méthode, et, incontestablement, des leçons de stratégie.

T.P. : Très concrètement, Roland Colin, quelle mémoire avons-nous sur toutes ces expériences ? Et quels seraient les défis que vous identifieriez pour l'avenir par rapport à cette question ?

R.C. : En 1979-1980, j'étais, à l'époque, directeur de l'Irfed¹⁶, j'ai été très sollicité par l'Unesco qui avait une direction d'études du développement qui, dix ou douze

ans après, a été supprimée, dans le cadre d'un remaniement. Et cette division de l'étude du développement a fait toute une série de publications. On m'avait demandé de prendre un ensemble de pays africains et d'y étudier la politique de participation au développement telle qu'elle s'est faite après les indépendances.

J'ai donc sélectionné quelques pays dont le Sénégal en analysant quelles étaient les convergences méthodologiques, les positionnements stratégiques, etc. J'y ai aussi intégré la Guinée-Bissau que je connais bien pour y avoir beaucoup travaillé, et la Tanzanie de Nyerere. À l'époque, avec l'Iram, nous étions aussi engagés du côté latino-américain et nous développions notamment des actions au Pérou à un moment où il y avait une idéologie coopérativiste qui avait lancé des expériences très intéressantes en utilisant les anciennes structures incas communautaires qu'on appelle les « ayllu » pour les moderniser en coopérative de développement. J'ai pris ainsi neuf pays au total, y compris le Pérou, comme points de référence, et j'ai publié cette étude en 1985 à l'Unesco sous le titre *Les Méthodes et techniques de la participation au développement*. Il y a donc cet ouvrage et toute une série d'autres études qu'il serait probablement intéressant de republier actuellement.

É.S. : Pour poursuivre sur la question du développement et revenir vers le Sénégal, quelle est votre appréciation sur le dynamisme économique mouride dans le pays ? Il y a une certaine forme d'organisation de la solidarité, une certaine forme d'organisation communautaire, etc.

R.C. : Là aussi, il y a des études et des thèses à faire. Il y a déjà eu des travaux sur les Mourides mais le phénomène bouge tellement. L'histoire des Mourides est passionnante mais très complexe. Le mouridisme est, au départ, une structure de protestation et de résistance, qui est devenue une structure de refuge, qui s'est ensuite en quelque sorte constituée en réseau à la fois de protection des adeptes et de mise au travail au bénéfice des dignitaires, se chargeant eux-mêmes d'une mission redistributrice dissymétrique. Elle le reste d'ailleurs encore assez largement. Le phénomène religieux s'est pour ainsi dire dissous dans ce système complexe où le spirituel et l'économique s'imbriquent de diverses façons, souvent déroutantes.

Si j'avais à écrire quelque chose sur les Mourides, j'essaierais de structurer mon propos à partir de l'enchaînement des califes. Depuis Ahmadou Bamba¹⁷ jusqu'au calife actuel, on voit bien l'évolution des personnages de premier plan. Jusqu'à Serigne Saliou, le dernier calife¹⁸, qui était le dernier fils d'Ahmadou Bamba. Dès la mort d'Ahmadou Bamba s'est levée la grande querelle tout à fait classique, querelle de succession : est-ce que c'est le fils du calife ou est-ce que c'est

¹⁷ Cheikh Ahmadou Bamba (1853-1927), plus connu sous le nom de « Serigne Touba », fondateur de la confrérie mouride et de la ville de Touba.

¹⁸ Serigne Saliou Mbacké, calife général de la confrérie mouride de 1990 à 2007.

l'oncle du calife qui est le porteur de plus de légitimité? L'oncle a en principe plus de gènes du fondateur dans sa peau que le fils. Il y a constamment eu des fils de califes qui ont constitué une espèce de cascade de contestations tout au long de la lignée majeure. Jusqu'à Abdoul Ahad, ils avaient une vocation spirituelle prééminente, où le message fondateur n'était d'ailleurs pas toujours facile à déchiffrer. Il y avait cette soumission absolue au calife qui était quelque chose d'assez perturbant pour un regard extérieur. Il y a une parole d'Ahmadou Bamba qui dit : « Tu dois suivre ton marabout avec l'acharnement que le lion met à suivre sa proie. »

L'administration coloniale a d'abord joué contre avant d'y rechercher des alliances en forme d'instrumentalisation. Au moment des indépendances, Senghor, surtout après la chute de Dia, avait vraiment l'obsession de pouvoir être adoubé comme chef d'État. N'étant pas musulman, il était quand même reconnu par l'islam, les mourides représentant vraiment un bloc très important à ses yeux. Il a donc beaucoup cédé aux marabouts.

É.S. : Et Dia, par rapport à Touba justement, comment se positionnait-il ?

R.C. : Dia a toujours été, disons, à distance, tout en respectant les situations confrériques. Mais une des choses qui a précipité la coalition contre lui, c'est qu'il n'a jamais accepté d'accorder de facilités économiques aux marabouts. Quand il a lancé son système coopératif autogéré, il était absolument clair – c'était la règle absolue – que les présidents des coopératives seraient vraiment élus par les adhérents de la coopérative. Cela éliminait tous les dignitaires, qu'ils soient sommités religieuses, traitants, petits notables ou politiciens locaux, donc par conséquent le ban et l'arrière-ban des lignées maraboutiques qui noyautaient les coopératives, notamment dans une large partie du bassin arachidier. Ils étaient pour ces raisons vraiment hostiles à Dia.

Dia, avec courage et certains diraient témérité, à partir de janvier 1962, avait formé le projet de lancer des assises sur le thème « Islam et développement au Sénégal », où il voulait qu'il puisse se former une sorte de concorde nationale avec des gens représentant différentes strates de la société. Autant les marabouts que les autres, les politiques, etc., pour déterminer la place de l'islam par rapport au développement. Cette initiative a été perçue comme un indicateur d'alerte majeure. J'ai été personnellement impliqué dans cette histoire. Dia voulait préparer ces assises en consultant des sages de l'islam et des islamologues internationaux. Il voulait ainsi rencontrer Louis Massignon, Jacques Berque, un catholique libanais très proche de l'islam qui s'appelait le père Moubarack, etc. Bien que n'étant pas musulman moi-même, il m'avait chargé d'aller en avant-coureur voir ces personnes avant qu'il ne les rencontre lui-même. Et ces assises de l'islam, il souhaitait les faire en décembre 1962. Le destin en a décidé autrement...

T.P. : Dans la continuité, j'aimerais que vous évoquiez, Roland Colin, le rôle de la France à deux moments cruciaux de l'histoire du Sénégal, et de l'Afrique sans doute aussi : dans l'échec du projet de Fédération du Mali d'abord

et dans la rupture entre Senghor et Dia ensuite. Quelles furent les pressions, les coups bas ? J'imagine également que la position qui était la vôtre à l'époque n'était pas forcément des plus confortables...

R.C. : Oui, là, je vais vous dire, c'est très simple. Et pour les trois questions que vous avez posées. Le rôle de la France dans la rupture de la Fédération du Mali, c'est tout à fait clair : la France a pris position contre parce qu'effectivement c'était l'option de diviser pour régner. Sur cette question, j'ai vécu une scène extraordinaire il y a cinq ou six ans de cela. Il y avait une promotion de l'ENA qui s'est appelée promotion Léopold Sédar Senghor. Grande cérémonie pour les baptêmes de promotion donc qui se passait avenue de l'Observatoire, dans les bâtiments de l'ancienne Enfom d'ailleurs. Il y avait là le ban et l'arrière-ban : ils avaient invité Abdou Diouf et puis aussi Pierre Messmer. Abdou Diouf a fait un discours classique et sans surprise. Et Messmer a livré un discours historique, à la manière prétorienne qu'il affectionne. Messmer a dit : « Maintenant que le temps a passé, on peut bien dire les choses. Quand le général de Gaulle est passé à Dakar pour le choix du "oui" ou du "non", avec tout ce qui s'était produit avant, il était clair que nous avions absolument décidé de faire voter "oui", tout comme de contrer le projet des fédéralistes par tous les moyens, que nous avions l'argent pour le faire d'ailleurs, et que nous avions pris nos dispositions auprès des marabouts à cette fin. » Il le dit dans une cérémonie officielle, comme ça !

En ce qui concerne l'histoire de Dia et de Senghor, c'est très simple aussi. Senghor avait comme conseiller Michel Aurillac qui est devenu ensuite ministre de la Coopération. Aurillac était au cabinet de Senghor et moi j'étais au cabinet de Dia. Quand la situation a commencé à se tendre beaucoup, on a discuté assez régulièrement Aurillac et moi dans l'esprit qu'il fallait que l'on tente de faire en sorte que l'on n'aille pas jusqu'à l'explosion. Mais Aurillac allait dans un sens tout à fait accordé aux intérêts français. Moi, j'avais délibérément décidé de me positionner dans la vision et dans les options de Mamadou Dia. Je quitte le Sénégal brutalement parce que je tombe malade, un mois avant l'aboutissement. Mais tout était déjà en place. Au cabinet, il y avait Babacar Ba, qui en avait pris la direction à ma place. Aurillac va voir Babacar Ba pour tenter de dialoguer avec lui : il essuie une fin de non-recevoir. Babacar Ba lui dit en gros ceci : « Vous, les Européens, ce n'est pas vos affaires. » Aurillac, dépité, se dit qu'il n'y a plus rien à faire avec cette équipe-là, Mamadou Dia et les autres. Que le destin s'accomplisse ! Et il m'a raconté après – c'est de lui que je tiens la suite de l'histoire – qu'il a parlé avec les conseillers militaires de Senghor de façon à prendre toutes les précautions. L'armée française était alertée pour qu'elle puisse exactement, au cas où la gendarmerie basculerait du côté de Dia, garder la maîtrise du jeu au bénéfice de Senghor, etc. Il m'a dit : « On a joué de toute façon le coup que Senghor devait rester quoi qu'il arrive et la France avait les moyens de faire qu'il en soit ainsi. » Voilà la réponse à la deuxième question.

19 Compétition politique entre les « bérets verts » (militants du BDS de Senghor et Dia) et les « bérets

rouges » (militants de la SFIO de Lamine Guèye) de 1948 à 1958.

La troisième question me concerne directement. J'étais coopérant technique mais, jusqu'à l'indépendance, le Sénégal était membre de la Communauté française. J'étais donc un citoyen de la Communauté, tout comme Mamadou Dia et les Sénégalais dans leur ensemble. Il y avait, de ce fait, une légitimité qui était plus facile à calibrer. Du côté français, j'entretenais un dialogue en toute transparence, avec l'accord de Dia. Le gouverneur Lami était devenu haut-commissaire. J'ai eu quelques petits problèmes avec lui mais de façon circonstancielle et assez pittoresque d'ailleurs.

Lami était un homme assez malingre ; disons qu'il n'aurait pas trop fallu taper dessus pour le mettre au tapis, mais il avait les mâchoires un peu carrées. Et puis un jour, il vint voir Dia peu de temps après l'installation du gouvernement. Il y avait un afflux de gens qui voulaient voir le président, tout le monde voulait avoir accès à lui. On avait donc mis en place un filtrage, des gardes du corps pour bloquer les importuns. Il y avait en particulier l'un d'entre eux qui était bien connu pour sa force impressionnante. On l'appelait El Lobo. C'était un ancien des milices SFIO, du temps où il y avait la bagarre entre BDS et laministes¹⁹. Il était donc là. Il avait comme mission de ne laisser entrer personne sans appeler la secrétaire particulière du président. J'étais à mon bureau ce jour-là et j'entendis soudain des hurlements dans le couloir. Je sortis précipitamment, et je vis El Lobo qui arrivait tout content. Comme je lui demandais ce qui se passait, il me répondit : « Tu vois le tout petit bonhomme qui est là-bas. Eh bien, il voulait entrer, directement. Je lui ai dit "Non, non, non, on n'entre pas." Il dit : "Si, moi j'entre." Je dis : "Ah bon ! Alors, pourquoi tu entres ?" Il dit : "Parce que moi je suis le haut-commissaire." Alors je l'ai pris comme ça et je l'ai déposé là-bas. » Du coup je me suis précipité, mais malheureusement il avait déjà pris l'ascenseur. J'ai raconté aussitôt le cuisant épisode à Dia, qui m'a chargé d'une mission d'excuses peu glorieuse auprès du représentant de la France.

Après Lami, il y eut Claude Hettier de Boislambert qui était vraiment une personnalité d'une autre dimension : grand chancelier de l'ordre de la Libération, c'était un compagnon très proche du général de Gaulle, dont il avait été l'émissaire en 1940, au moment de la tentative malheureuse de rallier Dakar à sa cause. C'était vraiment un homme très puissant dans la mouvance gaulliste. Boislambert, je le voyais assez régulièrement. On discutait et l'on pouvait parler assez librement avec lui. C'était un homme de petite taille, un grand chasseur. Il figurait au dictionnaire de la chasse. Il avait été le conseiller animalier quand s'était tourné le film *Les Racines du ciel* d'après le roman de Romain Gary, qui se passait en Afrique centrale. Il était donc petit, et fort susceptible à cet égard, au point d'en faire un incident diplomatique. Quand les postes avaient établi l'annuaire des téléphones, son titre était celui de haut-représentant de France. Et donc sur la ligne devant porter cette mention, se trouvait noté : « Monsieur le haut, représentant de France ». Il avait pris cette virgule intempestive comme une allusion blessante à sa petite taille, ce qui avait abouti à une note de protestation diplomatique assez raide.

É.S. : En quelle année était-ce ?

R.C. : Ce devait être en 1960. Ça a été vraiment l'incompréhension. Boislambert m'appelle un jour et me dit : « Vous savez, moi, je suis grand chancelier de l'ordre de la Libération, compagnon de la Libération. Je crois savoir que vous faites du bon travail auprès de Mamadou Dia. Écoutez, moi je voudrais vous proposer pour la Légion d'honneur. D'ailleurs vous savez, je suis grand chancelier de l'ordre de la Libération donc il suffit que je demande... » Voilà. Moi j'ai dit à Boislambert : « Mais je ne suis pas d'accord. » Il m'a dit : « Comment ? » « Eh oui, parce que si vous me faites nommer à la Légion d'honneur alors que je suis directeur de cabinet de Mamadou Dia, cela voudra dire que, dans mon poste de directeur de cabinet de Mamadou Dia, j'ai bien servi les intérêts de la France. » « Ah, il me dit, c'est la première fois qu'on me tient ce discours. » Et voilà pourquoi je ne suis pas chevalier de la Légion d'honneur.

En réalité, je n'ai pas eu trop de problèmes. Et, de toute façon, Dia me protégeait, vraiment beaucoup. J'avais une grande liberté de parole avec lui et si j'avais eu la moindre difficulté, il serait monté au créneau. Les gens le savaient. On travaillait tellement en équipe, soudés. Par contre, aussitôt après mon départ, quand s'est tenu le jugement public de Dia, il y eut trois ou quatre anciens membres de son cabinet qui étaient encore à Dakar, « en coopération » comme on dit. Au moment du procès, ils sont allés serrer la main à Dia dans le prétoire. Dans les quinze jours, ils ont été remis à la disposition de la République française, et rapatriés sans autre forme de procès avec rupture de leurs contrats.

T.P. : Pour terminer, Roland Colin, puis-je vous demander comment a été reçu votre livre au Sénégal ?

R.C. : De façon très positive, mais c'est une question qu'il conviendrait de poser d'abord aux Sénégalais.

T.P. : Y a-t-il eu unanimité sur les analyses ?

R.C. : Je le pense, enfin à quelques exceptions près, mais de manière très majoritaire. Il s'est simplement trouvé que j'étais en position de dire des choses que personne n'avait pu dire de la même manière. Et beaucoup de gens sont heureux aujourd'hui de récupérer des morceaux du puzzle qui manquaient à leur histoire.

Et Mamadou Dia, le premier, a avalisé sans réserve. Quand il a pris connaissance en détail de mon livre – c'est sa femme en réalité qui lui a lu puisqu'il était aveugle depuis sa sortie de prison, faute d'y avoir été soigné – il était tellement heureux et m'a dit ceci, qui m'a beaucoup touché : « Je n'ai pas besoin de réhabilitation formelle et juridique. Ma réhabilitation, c'est ce témoignage. »